



RAPPORT DE GESTION DEUXIÈME TRIMESTRE 2021

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	8
ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	11
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	16
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	22
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	33

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du deuxième trimestre 2021 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant Québecor Média inc., une filiale en propriété exclusive et l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada.

Québecor Média inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. Québecor Média inc. déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés et la maximisation de la valeur de ses contenus au profit de multiples plateformes de distribution. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » dans le présent rapport de gestion désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020. Tous les montants sont en dollars canadiens (« CA ») à moins d'avis contraire.

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé, ainsi que des indicateurs clés de rendement tels que l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et la facturation moyenne par unité (« FMPU »). Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et des indicateurs clés de rendement utilisés par la Société sont présentés dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

Pandémie de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a entraîné des répercussions majeures sur l'environnement économique au Canada et à l'échelle mondiale. Afin de limiter la propagation du virus, le gouvernement du Québec a imposé depuis le début de cette crise sanitaire une série de restrictions et de mesures préventives spéciales, y compris la suspension de certaines activités commerciales. En mai 2021, le gouvernement du Québec a annoncé graduellement les étapes d'un plan de déconfinement s'échelonnant sur une période de plusieurs mois. Depuis mars 2020, cette crise sanitaire a réduit les activités de nombreux partenaires d'affaires de Québecor et s'est traduite par un ralentissement marqué de certains secteurs d'activité de la Société. Entre autres répercussions, les restrictions et mesures préventives imposées par le gouvernement du Québec ont causé une réduction des activités dans les points de vente de Vidéotron Itée (« Vidéotron »), une réduction des revenus publicitaires, une baisse des événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée TVA Sports en 2020 et une réduction des activités cinématographiques et celles liées au contenu audiovisuel dans le secteur Média, et l'arrêt de la plupart des activités de spectacles et d'événements dans le secteur Sports et divertissement. Malgré les contraintes occasionnées par cette pandémie, Québecor a fourni les services essentiels de télécommunications et de nouvelles pendant la durée de cette crise sanitaire, tout en protégeant la santé et la sécurité du public et de ses employés. En raison de la baisse de leurs revenus, la plupart des unités d'affaires des secteurs Média et Sports et divertissement se sont qualifiées pour la Subvention salariale d'urgence du Canada, et des subventions totalisant 3,7 M\$ et 9,3 M\$ ont été comptabilisées au deuxième trimestre et au premier semestre 2021, en contrepartie d'une réduction des coûts de main-d'œuvre (29,5 M\$ au deuxième trimestre et au premier semestre 2020).

Les impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les résultats d'exploitation des secteurs d'activité de la Société au deuxième trimestre 2021 sont analysés plus en détail dans la section « Analyse par secteur d'activité » du présent rapport de gestion. Il est par ailleurs difficile à ce stade-ci de prévoir quelles seront toutes les conséquences de cette crise sanitaire, dont l'effet potentiel d'une nouvelle vague. La crise sanitaire pourrait avoir un impact défavorable important sur la croissance à court et à moyen terme des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société. Ainsi, les croissances enregistrées au cours des trimestres antérieurs à la crise sanitaire pourraient ne pas être représentatives des croissances futures.

FAITS SAILLANTS

Deuxième trimestre 2021

Revenus de 1,13 G\$, en hausse de 127,4 M\$ (12,7 %).

BAILA ajusté de 501,4 M\$, en hausse de 25,7 M\$ (5,4 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 123,5 M\$ (0,50 \$ par action de base), en baisse de 51,4 M\$ (0,19 \$ par action de base).

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 158,3 M\$ (0,65 \$ par action de base), en hausse de 13,4 M\$ (0,08 \$ par action de base) ou 9,2 %.

Flux de trésorerie d'exploitation de 338,1 M\$, en hausse de 12,0 M\$ (3,7 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 229,7 M\$, en baisse de 163,8 M\$ (-41,6 %).

Premier semestre 2021

Revenus de 2,22 G\$, en hausse de 163,0 M\$ (7,9 %).

BAILA ajusté de 954,1 M\$, en hausse de 41,7 M\$ (4,6 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 244,8 M\$ (1,00 \$ par action de base), en baisse de 61,7 M\$ (0,21 \$ par action de base).

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 288,2 M\$ (1,17 \$ par action de base), en hausse de 31,8 M\$ (0,16 \$ par action de base) ou 12,4 %.

Flux de trésorerie d'exploitation de 645,7 M\$, en hausse de 24,6 M\$ (4,0 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 491,3 M\$, en baisse de 223,8 M\$ (-31,3 %).

Tableau 1
Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs au nombre d'actions et aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Résultats				
Revenus :				
Télécommunications	928,4	\$ 869,1	\$ 1 842,4	\$ 1 743,8
Média	198,2	132,7	373,0	307,5
Sports et divertissement	33,5	25,9	64,7	60,7
Intersectoriels	(28,9)	(23,9)	(57,8)	(52,7)
	1 131,2	1 003,8	2 222,3	2 059,3
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) ¹ :				
Télécommunications	481,5	463,6	932,4	899,1
Média	16,7	7,6	18,0	11,7
Sports et divertissement	3,1	2,8	5,2	(1,0)
Siège social	0,1	1,7	(1,5)	2,6
	501,4	475,7	954,1	912,4
Amortissement	(196,6)	(195,7)	(391,9)	(393,8)
Frais financiers	(87,0)	(81,6)	(170,1)	(169,0)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	7,0	4,2	1,2	27,5
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	20,6	(10,3)	16,1	(14,2)
Perte sur refinancement de la dette	(80,9)	–	(80,9)	–
Impôts sur le bénéfice	(39,8)	(50,8)	(83,8)	(91,3)
Bénéfice lié aux activités abandonnées	–	32,5	–	33,8
Bénéfice net	124,7	\$ 174,0	\$ 244,7	\$ 305,4
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires	123,5	\$ 142,4	\$ 244,8	\$ 272,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	123,5	174,9	244,8	306,5
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies ¹	158,3	144,9	288,2	256,4
Par action de base :				
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires	0,50	0,56	1,00	1,08
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,50	0,69	1,00	1,21
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies ¹	0,65	0,57	1,17	1,01

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS »

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels¹				
Télécommunications	151,4	\$ 140,8	\$ 289,4	\$ 273,8
Média	9,6	7,6	15,3	15,3
Sports et divertissement	0,6	0,7	1,6	1,6
Siège social	1,7	0,5	2,1	0,6
	163,3	149,6	308,4	291,3
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie d'exploitation ¹ :				
Télécommunications	330,1	322,8	643,0	625,3
Média	7,1	-	2,7	(3,6)
Sports et divertissement	2,5	2,1	3,6	(2,6)
Siège social	(1,6)	1,2	(3,6)	2,0
	338,1	326,1	645,7	621,1
Flux de trésorerie libre liés aux activités d'exploitation poursuivies ¹	76,8	239,5	167,9	379,8
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies	229,7	393,5	491,3	715,1
			30 juin 2021	31 déc. 2020
Bilan				
Espèces et quasi-espèces			1 999,3	\$ 136,7
Fonds de roulement			610,0	(70,4)
Actif net lié aux instruments financiers dérivés			489,3	597,1
Actif total			11 991,2	9 861,6
Dette totale (court terme et long terme)			7 685,6	5 773,4
Obligations locatives (court terme et long terme)			183,0	173,3
Débitures convertibles, y compris les dérivés incorporés			154,7	156,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			1 210,8	1 112,6
Capitaux propres			1 320,5	1 214,1
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			244,1	248,2
Ratio d'endettement net consolidé¹			2,71x	2,68x

Télécommunications

- Au deuxième trimestre 2021, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 59,3 M\$ (6,8 %) de ses revenus et de 17,9 M\$ (3,9 %) de son BAIIA ajusté.
- Progression importante des revenus de Vidéotron au deuxième trimestre 2021 en équipements filaires (28,1 M\$ ou 127,1 %), en services et équipements mobiles (26,3 M\$ ou 12,4 %) et en accès Internet (25,7 M\$ ou 9,3 %).
- Augmentation de 27 200 lignes (1,8 %) en téléphonie mobile et de 5 300² clients (0,3 %) à l'accès Internet au deuxième trimestre 2021.

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS »

² Le solde à la fin du premier trimestre 2021 a été réduit de 2 500 clients afin de corriger une irrégularité identifiée dans les systèmes de compilation des croissances d'UGR.

- Le 29 juillet 2021, Québecor a annoncé un investissement de près de 830,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de 294 blocs de spectre de la bande 3 500 MHz à travers le pays. Plus de la moitié de cet investissement se concentre hors Québec, dans quatre provinces canadiennes : le sud et l'est de l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique.
- Le 26 mai 2021, Vidéotron a annoncé le lancement prochain de Vrai, une nouvelle plateforme québécoise par abonnement offrant des contenus spécialisés, non scriptés, de type style de vie, documentaire et divertissement afin de répondre à la forte demande pour ce type de contenu. Dès 2021, Vrai présentera des milliers d'heures de contenu entièrement en français, à consommer sur demande, y compris plus de 40 nouvelles productions originales d'ici, en primeur et en exclusivité.
- Le 12 mai 2021, Vidéotron a annoncé le déploiement de son réseau 5G dans la ville de Québec, à la suite du lancement réussi sur le territoire de la ville de Montréal en décembre 2020. Par sa vitesse accrue, sa connectivité élargie et sa latence réduite au minimum, la 5G ouvrira un monde de possibilités aux clients de cette région.
- Le 15 avril 2021, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a annoncé que certains fournisseurs de services de télécommunications pourront éventuellement avoir accès aux réseaux sans fil des principaux fournisseurs du Canada afin d'offrir aux citoyens plus de choix et d'options à prix abordables. Par conséquent, les fournisseurs régionaux qui investissent dans l'infrastructure de réseau et le spectre seront en mesure d'offrir des services concurrentiels à titre d'exploitants de réseaux mobiles virtuels dans les régions où la concurrence est limitée.
- Le 1^{er} avril 2021, Vidéotron a annoncé l'acquisition de Cablovision Warwick Inc. (« Cablovision Warwick ») et de son réseau qui dessert les municipalités de Warwick, de Kingsey Falls et de Saint-Félix-de-Kingsey, dans le Centre-du-Québec, depuis plus de quatre décennies. Les clients de Cablovision Warwick auront ainsi accès au réseau de Vidéotron, y compris ses produits et services.

Média

- Le 16 juillet 2021, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA »), avec l'appui du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal, a annoncé l'agrandissement des studios MELS, un chef de file de l'industrie cinématographique et télévisuelle au Canada, avec la construction de MELS 4. Cet agrandissement permettra à MELS de renforcer son positionnement sur le marché des mégaproductions et des séries étrangères.

Opérations d'investissement et de financement

- Le 17 juin 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 750,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2028, pour un produit net de 743,2 M\$, déduction faite de frais de financement de 6,8 M\$. Vidéotron a également émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2029, pour un produit net de 599,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,8 M\$.
- Le 3 juin 2021, Québecor Média a émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant en capital des billets remboursés. Vidéotron a également émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$ US portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant en capital des billets remboursés. En juillet 2021, les billets de premier rang ont été remboursés et les contrats de couverture afférents ont été réalisés pour une contrepartie totale en espèces de 1,38 G\$.
- Le 1^{er} avril 2021, la société R3D Conseil inc. (« R3D Conseil »), dont Québecor était l'un des principaux actionnaires, a été acquise par Groupe Alithya inc. (« Alithya »), un chef de file en stratégie et transformation numérique. Dans le cadre de cette transaction, Québecor a obtenu 11,9 % du capital-actions d'Alithya et 6,7 % des droits de vote liés aux actions émises et en circulation d'Alithya, et le gain sur disposition correspondant de 19,6 M\$ a été comptabilisé au deuxième trimestre 2021. Cette transaction comprend également des engagements par Québecor en volume d'achats de services d'Alithya totalisant environ 360,0 M\$ dans le cadre d'une entente commerciale de 10 années.

Haute direction

- Le 4 juin 2021, Jean-François Pruneau a quitté ses fonctions de président et chef de la direction de Vidéotron pour se consacrer à des projets d'investissements personnels. Les responsabilités de la présidence de Vidéotron ont été reprises par Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor Média.

- Depuis le 14 avril 2021, France Lauzière, présidente et chef de la direction de Groupe TVA et chef du contenu de Québecor Contenu, prend une pause professionnelle d'une durée pouvant aller jusqu'à six mois pour des raisons familiales. Pendant son absence, le président et chef de la direction de Québecor, Pierre Karl Péladeau, assume sur une base intérimaire les responsabilités de la présidence de Groupe TVA et de Québecor Contenu.
- Le chef de l'exploitation et des affaires juridiques de la Société, Marc M. Tremblay, a informé la Société, il y a quelque temps déjà, vouloir planifier sa retraite à une date restant à être confirmée. La Société, désirant que M. Tremblay demeure un dirigeant de celle-ci au moins jusqu'au 31 mars 2022, a conclu une entente prévoyant que M. Tremblay demeurera à son poste au moins jusqu'à cette date, tout en diminuant graduellement ses activités à compter du 1^{er} août 2021.

ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020

Revenus de 1,13 G\$, en hausse de 127,4 M\$ (12,7 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (59,3 M\$ ou 6,8 % des revenus du secteur), Média (65,5 M\$ ou 49,4 %) et Sports et divertissement (7,6 M\$ ou 29,3 %).

BAIIA ajusté de 501,4 M\$, en hausse de 25,7 M\$ (5,4 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (17,9 M\$ ou 3,9 % du BAIIA ajusté du secteur), Média (9,1 M\$) et Sports et divertissement (0,3 M\$ ou 10,7 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média et la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart favorable de 2,2 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au deuxième trimestre 2021, par rapport à la même période de 2020.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 123,5 M\$ (0,50 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2021, contre 174,9 M\$ (0,69 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une baisse de 51,4 M\$ (0,19 \$ par action de base).

- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
 - l'écart défavorable de 80,9 M\$ lié au refinancement de la dette ;
 - la diminution de 32,5 M\$ au chapitre du bénéfice lié aux activités abandonnées ;
 - la hausse de 5,4 M\$ liée aux frais financiers.
- Les écarts favorables s'expliquent surtout par :
 - l'écart favorable de 30,9 M\$ lié au gain et à la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments ;
 - la hausse de 25,7 M\$ du BAIIA ajusté ;
 - la baisse de 11,0 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 158,3 M\$ (0,65 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2021, contre 144,9 M\$ (0,57 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une hausse de 13,4 M\$ (0,08 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation de 338,1 M\$, en hausse de 12,0 M\$ (3,7 %), expliquée par l'augmentation de 25,7 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 13,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 229,7 M\$, en baisse de 163,8 M\$ (-41,6 %), expliquée principalement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse du BAIIA ajusté.

Charge d'amortissement de 196,6 M\$ au deuxième trimestre 2021, soit une augmentation de 0,9 M\$.

Frais financiers de 87,0 M\$ au deuxième trimestre 2021, en hausse de 5,4 M\$, expliqué principalement par un niveau moyen d'endettement plus élevé, contrebalancé en partie par l'impact d'un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 7,0 M\$ au deuxième trimestre 2021, soit un écart favorable de 2,8 M\$, attribuable à la variation favorable, sans incidence fiscale, des gains et pertes sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles.

Gain sur restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 20,6 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre une charge de 10,3 M\$ à la même période de 2020, soit un écart favorable de 30,9 M\$.

- Le 1^{er} avril 2021, R3D Conseil, dont Québecor était l'un des principaux actionnaires, a été acquise par Alithya. Le gain sur disposition correspondant de 19,6 M\$ a été comptabilisé au deuxième trimestre 2021.
- Au deuxième trimestre 2021, une charge de 2,2 M\$ a également été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (10,6 M\$ au deuxième trimestre 2020). De plus, un gain de 3,2 M\$ lié à d'autres éléments a été comptabilisé au cours du deuxième trimestre 2021 (0,3 M\$ au deuxième trimestre 2020).

Perte sur refinancement de la dette de 80,9 M\$ au deuxième trimestre 2021.

- Le 3 juin 2021, Québecor Média a émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant en capital des billets remboursés. Vidéotron a également émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant en capital des billets remboursés. Par conséquent, une perte nette de 80,9 M\$ a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours du deuxième trimestre 2021.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 39,8 M\$ au deuxième trimestre 2021 (taux d'imposition effectif de 27,1 %), contre 50,8 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,1 %) à la même période de 2020, soit un écart favorable de 11,0 M\$, qui s'explique principalement par l'incidence de la baisse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Comparaison des premiers semestres 2021 et 2020

Revenus de 2,22 G\$, en hausse de 163,0 M\$ (7,9 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (98,6 M\$ ou 5,7 % des revenus du secteur), Média (65,5 M\$ ou 21,3 %) et Sports et divertissement (4,0 M\$ ou 6,6 %).

BAIIA ajusté de 954,1 M\$, en hausse de 41,7 M\$ (4,6 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (33,3 M\$ ou 3,7 % du BAIIA ajusté du secteur), Média (6,3 M\$ ou 53,8 %) et Sports et divertissement (6,2 M\$).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média et la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart défavorable de 3,3 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier semestre 2021, par rapport à la même période de 2020.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 244,8 M\$ (1,00 \$ par action de base) au premier semestre 2021, contre 306,5 M\$ (1,21 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une baisse de 61,7 M\$ (0,21 \$ par action de base).

- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
 - l'écart défavorable de 80,9 M\$ lié au refinancement de la dette ;
 - la diminution de 33,8 M\$ au chapitre du bénéfice lié aux activités abandonnées ;
 - l'écart défavorable de 26,3 M\$ lié au gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 25,4 M\$ sans incidence fiscale.
- Les écarts favorables s'expliquent essentiellement par :
 - la hausse de 41,7 M\$ du BAIIA ajusté ;
 - l'écart favorable de 30,3 M\$ lié au gain et à la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments ;
 - la baisse de 7,5 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 288,2 M\$ (1,17 \$ par action de base) au premier semestre 2021, contre 256,4 M\$ (1,01 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une hausse de 31,8 M\$ (0,16 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation de 645,7 M\$, en hausse de 24,6 M\$ (4,0 %), expliquée par l'augmentation de 41,7 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 17,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 491,3 M\$, en baisse de 223,8 M\$, expliquée principalement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse du BAIIA ajusté.

Charge d'amortissement de 391,9 M\$ au premier semestre 2021, soit une diminution de 1,9 M\$.

Frais financiers de 170,1 M\$, en hausse de 1,1 M\$. L'augmentation des frais financiers s'explique principalement par un niveau moyen d'endettement plus élevé. La baisse des frais financiers s'explique surtout par un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme et par la variation favorable du gain ou de la perte sur conversion des éléments monétaires à court terme libellés en devises.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 1,2 M\$ au premier semestre 2021, contre 27,5 M\$ à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 26,3 M\$, attribuable à la variation défavorable, sans incidence fiscale, des gains et pertes sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles.

Gain sur restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 16,1 M\$ au premier semestre 2021, contre une charge de 14,2 M\$ à la même période de 2020, soit un écart favorable de 30,3 M\$.

- Le 1^{er} avril 2021, R3D Conseil, dont Québecor était l'un des principaux actionnaires, a été acquise par Alithya. Le gain sur disposition correspondant de 19,6 M\$ a été comptabilisé au premier semestre 2021.
- Au premier semestre 2021, une charge de 5,4 M\$ a également été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (14,4 M\$ au premier semestre 2020). De plus, un gain de 2,7 M\$ lié à d'autres éléments a été comptabilisé au cours du premier semestre 2021 (0,2 M\$ au premier semestre 2020). Une charge de dépréciation d'actifs de 0,8 M\$ liée à différentes mesures de restructuration a également été comptabilisée au premier semestre 2021.

Perte sur refinancement de la dette de 80,9 M\$ au premier semestre 2021, qui s'explique par les raisons évoquées dans « Comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020 ».

Charge d'impôts sur le bénéfice de 83,8 M\$ au premier semestre 2021 (taux d'imposition effectif de 26,4 %), contre 91,3 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,2 %) à la même période de 2020, soit un écart favorable de 7,5 M\$ qui s'explique par l'incidence de la baisse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2021

Revenus de 928,4 M\$ au deuxième trimestre 2021, en hausse de 59,3 M\$ (6,8 %).

- Revenus des services de téléphonie mobile de 174,8 M\$, soit une progression de 15,1 M\$ (9,5 %) due principalement à la croissance du nombre de lignes et à la hausse du revenu moyen par ligne de chaque service.
- Revenus des services d'accès Internet de 301,8 M\$, en hausse de 25,7 M\$ (9,3 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la hausse du revenu moyen par client et la croissance du nombre de clients.
- Revenus des services de télédistribution de 211,3 M\$, soit une diminution de 16,5 M\$ (-7,2 %). Cet écart défavorable s'explique surtout par la baisse du revenu moyen par client et la diminution du nombre de clients.
- Revenus des services de téléphonie filaire de 80,7 M\$, en baisse de 6,2 M\$ (-7,1 %), principalement due à l'impact de la diminution du nombre de lignes, contrebalancée en partie par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 63,0 M\$, en hausse de 11,2 M\$ (21,6 %), surtout en raison de la hausse du nombre d'appareils mobiles vendus, jumelée à l'augmentation des prix.
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 50,2 M\$, en hausse de 28,1 M\$, surtout en raison de la hausse des ventes d'équipements liées à la plateforme Helix, jumelée à l'augmentation des prix.
- Autres revenus de 46,6 M\$, en hausse de 1,9 M\$ (4,3 %).

FMPU totale de Vidéotron de 50,63 \$ au deuxième trimestre 2021, contre 49,62 \$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 1,01 \$ (2,0 %). La FMPU mobile a atteint 50,30 \$ au deuxième trimestre 2021, contre 50,32 \$ à la même période de 2020, en baisse de 0,02 \$.

Statistiques de clientèle

UGR – Au 30 juin 2021, le nombre total d'UGR s'établissait à 6 121 000, soit une baisse de 20 200¹ unités par rapport à la fin du premier trimestre 2021, contre une augmentation de 15 000 à la même période de 2020. Le nombre d'UGR a augmenté de 20 800 (0,3 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2021 (tableau 2).

Téléphonie mobile – Au 30 juin 2021, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 1 530 400, soit une augmentation de 27 200 lignes (1,8 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2021, contre une hausse de 35 100 à la même période de 2020. Le nombre de lignes à ces services a augmenté de 125 500 (8,9 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2021 (tableau 2).

Accès Internet – Au 30 juin 2021, le nombre de clients aux services d'accès Internet se chiffrait à 1 810 200, soit une hausse de 5 300¹ clients (0,3 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2021, contre une augmentation de 15 900 à la même période de 2020. Le nombre de clients à ces services a augmenté de 60 900 (3,5 %) sur une période de 12 mois (tableau 2). Au 30 juin 2021, les services d'accès Internet affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 59,9 %, contre 58,9 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients de ces services par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 3 020 900 au 30 juin 2021, contre 2 970 900 un an plus tôt).

Télédistribution – Au 30 juin 2021, le nombre de clients en télédistribution s'établissait à 1 441 400, soit une diminution de 16 100¹ clients (-1,1 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2021, contre une baisse de 14 800 à la même période de 2020. Le nombre de clients à ces services a diminué de 55 900 (-3,7 %) sur une période de 12 mois (tableau 2). Au 30 juin 2021, les services de télédistribution affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 47,7 %, contre 50,4 % un an plus tôt.

Téléphonie filaire – Au 30 juin 2021, ces services comptaient 872 400 lignes, soit une baisse de 25 300 (-2,8 %) au deuxième trimestre 2021, contre une diminution de 21 700 lignes à la même période de 2020. Le nombre de lignes à ces services a diminué de 104 100 (-10,7 %) sur une période de 12 mois (tableau 2). Au 30 juin 2021, les services de téléphonie filaire affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 28,9 %, contre 32,9 % un an plus tôt.

¹ Les soldes à la fin du premier trimestre 2021 ont été réduits de 4 100 clients (soit 2 500 aux services d'accès Internet et 1 600 aux services de télédistribution) afin de corriger une irrégularité identifiée dans les systèmes de compilation des croissances d'UGR.

Club illico – Au 30 juin 2021, le nombre de clients à la vidéo sur demande par abonnement Club illico (« Club illico ») s'élevait à 466 600, soit une diminution de 11 300 clients (-2,4 %) au deuxième trimestre 2021, contre une hausse de 500 clients à la même période de 2020. Le nombre de clients de Club illico a diminué de 5 600 (-1,2 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2021 (tableau 2).

Tableau 2

UGR du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres (en milliers d'unités)

	Juin 2021	Mars 2021	Déc. 2020	Sept. 2020	Juin 2020	Mars 2020	Déc. 2019	Sept. 2019
Téléphonie mobile	1 530,4	1 503,2	1 481,1	1 452,6	1 404,9	1 369,8	1 330,5	1 288,7
Internet ¹	1 810,2	1 804,9	1 796,8	1 769,8	1 749,3	1 733,4	1 727,3	1 724,3
Télédistribution ¹	1 441,4	1 457,5	1 475,6	1 481,8	1 497,3	1 512,1	1 531,8	1 545,2
Téléphonie filaire	872,4	897,7	924,7	947,8	976,5	998,2	1 027,3	1 052,7
Club illico	466,6	477,9	469,7	452,9	472,2	471,7	459,3	443,5
Total¹	6 121,0	6 141,2	6 147,9	6 104,9	6 100,2	6 085,2	6 076,2	6 054,4

¹ Les soldes à la fin du premier trimestre 2021 ont été réduits de 4 100 clients (soit 2 500 aux services d'accès Internet et 1 600 aux services de télédistribution) afin de corriger une irrégularité identifiée dans les systèmes de compilation des croissances d'UGR.

BAIIA ajusté de 481,5 M\$, en hausse de 17,9 M\$ (3,9 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus, net du coût des équipements vendus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse des frais d'exploitation, dont les frais de publicité, des services à la clientèle et qualité technique, d'informatique et d'ingénierie.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 48,1 % au deuxième trimestre 2021, contre 46,7 % à la même période de 2020, expliqué principalement par la hausse de certains frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation de 330,1 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre 322,8 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cette hausse de 7,3 M\$ s'explique par la progression de 17,9 M\$ du BAIIA ajusté et par la baisse de 9,4 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont la diminution des investissements en informatique, contrebalancée en partie par la hausse de 20,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations, dont l'augmentation des investissements dans le réseau LTE-A.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2021

Revenus de 1,84 G\$, soit une hausse de 98,6 M\$ (5,7 %) attribuable pour l'essentiel aux facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2021.

- Revenus des services de téléphonie mobile de 345,3 M\$, en hausse de 25,4 M\$ (7,9 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 598,4 M\$, en hausse de 44,8 M\$ (8,1 %).
- Revenus des services de télédistribution de 424,5 M\$, soit une baisse de 36,4 M\$ (-7,9 %).
- Revenus des services de téléphonie filaire de 161,4 \$, soit une diminution de 8,3 M\$ (-4,9 %).
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 123,5 M\$, en hausse de 23,9 M\$ (24,0 %).
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 96,9 M\$, en hausse de 46,5 M\$ (92,3 %).
- Autres revenus de 92,4 M\$, soit une hausse de 2,7 M\$ (3,0 %).

FMPU totale de Vidéotron de 50,31 \$ au premier semestre 2021, contre 49,76 \$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 0,55 \$ (1,1 %). La FMPU mobile a atteint 50,12 \$ au premier semestre 2021, contre 50,95 \$ à la même période de 2020, en baisse de 0,83 \$ (-1,6 %), attribuable, entre autres, à la diminution des revenus de surcharges liées à la consommation et des revenus d'itinérance en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19 ainsi qu'à la popularité des forfaits de type « Apportez votre appareil ».

Statistiques de clientèle

UGR – Baisse de 26 900 UGR (-0,4 %) au premier semestre 2021, contre une augmentation de 24 000 à la même période de 2020.

Téléphonie mobile – Augmentation de 49 300 lignes (3,3 %) au premier semestre 2021, contre une hausse de 74 400 à la même période de 2020.

Accès Internet – Hausse de 13 400 clients (0,7 %) au premier semestre 2021, contre une augmentation de 22 000 à la période correspondante de 2020.

Télédistribution – Baisse de 34 200 clients (-2,3 %) au premier semestre 2021, contre une diminution de 34 500 à la même période de 2020.

Téléphonie filaire – Diminution de 52 300 lignes (-5,7 %) au premier semestre 2021, contre une baisse de 50 800 à la même période de 2020.

Club illico – Diminution de 3 100 clients (-0,7 %) au premier semestre 2021, contre une hausse de 12 900 à la même période de 2020.

BAIIA ajusté de 932,4 M\$, en hausse de 33,3 M\$ (3,7 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus, net du coût des équipements vendus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse des frais d'exploitation, dont les frais de publicité, des services à la clientèle et qualité technique, d'informatique et d'ingénierie.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 49,4 % au premier semestre 2021, comparativement à 48,4 % à la même période de 2020, expliqué principalement par la hausse de certains frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation de 643,0 M\$ au premier semestre 2021, contre 625,3 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cette hausse de 17,7 M\$ s'explique par la progression de 33,3 M\$ du BAIIA ajusté et la baisse de 14,9 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont la diminution des investissements en informatique, contrebalancée en partie par la hausse de 30,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations, dont l'augmentation des investissements dans le réseau LTE-A.

Média

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2021

Revenus de 198,2 M\$ au deuxième trimestre 2021, en hausse de 65,5 M\$ (49,4 %).

- Augmentation des revenus de publicité de 44,3 M\$ (81,9 %), surtout attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant du Réseau TVA et des chaînes spécialisées, jumelée à l'augmentation des revenus des journaux et de Québecor Affichage.
- Autres revenus en hausse de 18,3 M\$ (59,6 %), expliquée principalement par l'augmentation des revenus des services cinématographiques et audiovisuels et des revenus de production et distribution, ainsi que l'augmentation du volume d'activité de Communications Qolab inc. (« Communications Qolab »).
- Augmentation des revenus d'abonnement de 2,9 M\$ (6,1 %), expliquée principalement par la hausse des revenus d'abonnement aux magazines, aux journaux et aux chaînes spécialisées.

BAIIA ajusté de 16,7 M\$ au deuxième trimestre 2021, en hausse de 9,1 M\$, qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse des coûts de contenu en télédiffusion, due surtout à la reprise des activités de la Ligue nationale de hockey en 2021 et des activités télévisuelles en général ;
- la hausse des frais de main-d'œuvre, expliquée essentiellement par l'impact favorable au deuxième trimestre 2020 des mesures gouvernementales instaurées dans le contexte lié à la COVID-19.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 91,6 % au deuxième trimestre 2021, contre 94,3 % à la même période de 2020, expliqué principalement par la composante fixe de ces coûts qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation de 7,1 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre aucun flux de trésorerie d'exploitation à la même période de 2020 (tableau 11), soit un écart favorable de 7,1 M\$ expliqué par la hausse de 9,1 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée par la hausse de 2,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2021

Revenus de 373,0 M\$ au premier semestre 2021, en hausse de 65,5 M\$ (21,3 %).

- Augmentation des revenus de publicité de 42,6 M\$ (32,3 %), principalement attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant du Réseau TVA et des chaînes spécialisées, jumelée à l'augmentation des revenus de Québecor Affichage ainsi que des revenus de publicité des journaux.
- Autres revenus en hausse de 22,4 M\$ (29,5 %), expliquée principalement par l'augmentation des revenus des services cinématographiques et audiovisuels, ainsi que l'augmentation du volume d'activité de Communications Qolab.
- Augmentation des revenus d'abonnement de 0,5 M\$ (0,5 %).

BAIIA ajusté de 18,0 M\$ au premier semestre 2021, soit une hausse de 6,3 M\$ (53,8 %) qui s'explique essentiellement par les mêmes raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2021.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 95,2 % au premier semestre 2021, contre 96,2 % à la même période de 2020.

Flux de trésorerie d'exploitation de 2,7 M\$ au premier semestre 2021, contre des flux négatifs de 3,6 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cette hausse de 6,3 M\$ s'explique essentiellement par l'augmentation de 6,3 M\$ du BAIIA ajusté.

Sports et divertissement

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2021

Revenus de 33,5 M\$ au deuxième trimestre 2021, soit une hausse de 7,6 M\$ (29,3 %), principalement attribuable à la hausse des revenus de distribution et d'édition de livres ainsi que des activités de hockey, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de musique, due essentiellement à l'arrêt des activités de distribution physique.

BAIIA ajusté de 3,1 M\$ au deuxième trimestre 2021, soit une hausse de 0,3 M\$ (10,7 %) qui s'explique surtout par l'impact de la hausse des revenus, contrebalancée en partie par la hausse des frais de main-d'œuvre, expliquée, entre autres, par l'impact favorable au deuxième trimestre 2020 des mesures gouvernementales instaurées dans le contexte lié à la COVID-19

Flux de trésorerie d'exploitation de 2,5 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre des flux de trésorerie d'exploitation de 2,1 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cet écart favorable de 0,4 M\$ s'explique principalement par l'écart favorable de 0,3 M\$ du BAIIA ajusté.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2021

Revenus de 64,7 M\$ au premier semestre 2021, soit une hausse de 4,0 M\$ (6,6 %), principalement attribuable à la hausse des revenus de distribution et d'édition de livres, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de musique, due principalement à l'arrêt des activités de distribution physique.

BAIIA ajusté de 5,2 M\$ au premier semestre 2021, soit un écart favorable de 6,2 M\$, qui s'explique principalement par l'impact de la hausse des revenus jumelée à une diminution des frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation de 3,6 M\$ au premier semestre 2021, contre des flux négatifs de 2,6 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cet écart favorable de 6,2 M\$ s'explique par la progression de 6,2 M\$ du BAIIA ajusté.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Deuxième trimestre 2021

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 229,7 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre 393,5 M\$ à la même période de 2020.

Cette diminution de 163,8 M\$ s'explique surtout par :

- l'écart défavorable de 192,6 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liée aux activités d'exploitation, expliqué principalement par la variation défavorable des créditeurs, des impôts sur le bénéfice à payer, des débiteurs et des stocks ;
- l'augmentation de 5,3 M\$ de la portion monétaire des frais financiers ;
- la hausse de 5,1 M\$ des impôts exigibles.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 25,7 M\$ du BAIIA ajusté ;
- l'écart favorable de 11,7 M\$ de la portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

Premier semestre 2021

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 491,3 M\$ au premier semestre 2021, contre 715,1 M\$ à la même période de 2020.

Cette diminution de 223,8 M\$ s'explique surtout par :

- l'écart défavorable de 268,4 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par la variation défavorable des impôts sur le bénéfice à payer, des stocks et droits de diffusion, et des débiteurs ;
- la hausse de 7,5 M\$ des impôts exigibles.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 41,7 M\$ du BAIIA ajusté ;
- l'écart favorable de 12,3 M\$ de la portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

La variation nette défavorable des impôts sur le bénéfice à payer et des autres éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation ont eu un impact défavorable au premier semestre 2021 sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies, comparativement au semestre correspondant de 2020, tandis que la hausse de la rentabilité de l'ensemble des secteurs de la Société a eu une incidence favorable.

Fonds de roulement de 610,0 M\$ au 30 juin 2021, contre un fonds de roulement négatif de 70,4 M\$ au 31 décembre 2020, soit un écart favorable de 680,4 M\$, principalement attribuable à la hausse des espèces et des quasi-espèces relatives aux émissions par Vidéotron de billets de premier rang et l'inscription de la portion encaissable à court terme des instruments financiers dérivés, ainsi qu'aux variations favorables des débiteurs et des stocks, contrebalancées en partie par la hausse de la tranche à court terme de la dette à long terme et des créditeurs.

Investissement

Deuxième trimestre 2021

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations de 105,5 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre 106,7 M\$ à la même période de 2020, soit une diminution de 1,2 M\$, qui s'explique surtout par la variation nette favorable de 23,2 M\$ des éléments hors caisse courants, contrebalancée par la hausse des investissements dans le réseau LTE-A dans le secteur Télécommunications.

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels de 50,4 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre 48,0 M\$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 2,4 M\$, qui s'explique surtout par la variation nette défavorable de 10,7 M\$ des éléments hors caisse courants, contrebalancée en partie par la diminution des investissements en informatique, principalement dans le secteur Télécommunications.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 3,0 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre 0,7 M\$ à la même période de 2020.

Acquisitions d'entreprises de 6,7 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre 10,8 M\$ à la même période de 2020.

Premier semestre 2021

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations de 217,3 M\$ au premier semestre 2021, contre 186,7 M\$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 30,6 M\$ qui s'explique surtout par l'augmentation des investissements dans le réseau LTE-A dans le secteur Télécommunications.

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels de 109,2 M\$ au premier semestre 2021, contre 150,8 M\$ à la même période de 2020, soit une diminution de 41,6 M\$ qui s'explique principalement par la variation nette favorable de 26,8 M\$ des éléments hors caisse courants, jumelée à une diminution des investissements en informatique, principalement dans le secteur Télécommunications.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 3,1 M\$ au premier semestre 2021, contre 2,2 M\$ à la même période de 2020.

Acquisitions d'entreprises de 21,8 M\$ au premier semestre 2021, contre 10,8 M\$ à la même période de 2020.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Deuxième trimestre 2021

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de 76,8 M\$ au deuxième trimestre 2021, contre 239,5 M\$ à la même période de 2020 (tableau 12). Cette baisse de 162,7 M\$ s'explique essentiellement par la diminution de 163,8 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.

Premier semestre 2021

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de 167,9 M\$ au premier semestre 2021, contre 379,8 M\$ à la même période de 2020 (tableau 12).

Cette baisse de 211,9 M\$ s'explique surtout par :

- la diminution de 223,8 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies ;
- la hausse de 30,6 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations.

Contrebalancées en partie par :

- la diminution de 41,6 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels.

Financement

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 1,92 G\$ au premier semestre 2021. Variation nette défavorable de 107,8 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au premier semestre 2021, l'augmentation de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'émission par Vidéotron, le 22 janvier 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 650,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,125 % et échéant le 15 janvier 2031, pour un produit net de 644,0 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,0 M\$;
 - l'émission par Vidéotron, le 17 juin 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 750,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2028, pour un produit net de 743,2 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,8 M\$. Vidéotron a également émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2029, pour un produit net de 599,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,8 M\$;
 - la hausse de 22,8 M\$ des tirages sur la facilité de crédit renouvelable garantie de Groupe TVA.
- Au premier semestre 2021, la diminution de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'incidence favorable du taux de change de 99,5 M\$. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par la baisse de l'actif (ou la hausse du passif) liée aux instruments financiers dérivés.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un actif net de 597,1 M\$ au 31 décembre 2020 à un actif net de 489,3 M\$ au 30 juin 2021, soit une variation nette défavorable de 107,8 M\$ expliquée principalement par l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.
- Le 3 juin 2021, Québecor Média a émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant en capital des billets remboursés. Vidéotron a également émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$ US portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant en capital des billets remboursés. En juillet 2021, les billets de premier rang ont été remboursés et les contrats de couverture afférents ont été réalisés pour une contrepartie totale en espèces de 1,38 G\$.
- Le 11 février 2021, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2021 à février 2022 et de modifier certaines modalités.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 2,42 G\$ au 30 juin 2021 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, pro forma le remboursement par Québecor Média, le 5 juillet 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et le remboursement par Vidéotron, le 6 juillet 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 %, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 1,80 G\$ et des espèces et quasi-espèces de 616,7 M\$.

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 7,69 G\$ au 30 juin 2021, soit une augmentation de 1,92 G\$ par rapport au 31 décembre 2020. Variation nette défavorable de 107,8 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 6,05 G\$ de Vidéotron (4,11 G\$ au 31 décembre 2020), de 55,5 M\$ de Groupe TVA (28,8 M\$ au 31 décembre 2020), de 1,54 G\$ de Québecor Média (1,59 G\$ au 31 décembre 2020) et de 45,2 M\$ de Québecor (45,9 M\$ au 31 décembre 2020).

Ratio d'endettement net consolidé de 2,71x au 30 juin 2021, contre 2,68x au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2021, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 3
Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québec
Périodes de 12 mois terminées les 30 juin
(en millions de dollars canadiens)

2022	1 543,2	\$
2023	1 088,6	
2024	743,9	
2025	400,0	
2026	375,0	
2027 et ultérieurement	3 563,8	
Total	7 714,5	\$

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, y compris des débetures convertibles, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 5,8 années au 30 juin 2021, pro forma le remboursement par Québecor Média, le 5 juillet 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et le remboursement par Vidéotron, le 6 juillet 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 %, (4,3 années au 31 décembre 2020). Compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 96,2 % de titres à taux fixe (96,1 % au 31 décembre 2020) et de 3,8 % de titres à taux variable (3,9 % au 31 décembre 2020), pro forma les remboursements des billets de premier rang les 5 et 6 juillet 2021.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 30 juin 2021, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

Le 4 août 2021, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,275 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 14 septembre 2021 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 20 août 2021.

Débetures convertibles

Conformément aux modalités de l'acte de fiducie régissant les débetures convertibles, le dividende trimestriel déclaré le 12 mai 2021 sur les actions catégorie B de Québecor a déclenché un ajustement du prix plancher et du prix plafond alors en vigueur. Ainsi, à compter du 27 mai 2021, les caractéristiques de conversion des débetures convertibles sont assujetties à un prix plancher ajusté d'environ 25,86 \$ par action (soit un nombre maximum d'environ 5 801 117 actions catégorie B correspondant à un ratio de 150,0 M\$ sur le prix plancher ajusté) et à un prix plafond ajusté d'environ 32,32 \$ par action (soit un nombre minimum d'environ 4 640 894 actions catégorie B correspondant à un ratio de 150,0 M\$ sur le prix plafond ajusté).

Participation aux enchères de spectre dans la bande de 3 500 MHz

Le 29 juillet 2021, Québecor a annoncé un investissement de près de 830,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de 294 blocs de spectre de la bande 3 500 MHz à travers le pays. Plus de la moitié de cet investissement se concentre hors Québec, dans quatre provinces canadiennes : le sud et l'est de l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Maintenant détenteur de 175 blocs de spectre (une moyenne de 32 MHz) de la bande de 3 500 MHz dans quatre provinces canadiennes hors Québec, Québecor prévoit déployer son service de téléphonie mobile dans certaines régions rurales et urbaines du reste du Canada.

Analyse du bilan consolidé

Tableau 4

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre le 30 juin 2021 et le 31 décembre 2020

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2021 ¹		31 déc. 2020		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
Actif							
Espèces et quasi-espèces	1 999,3	\$	136,7	\$	1 862,6	\$	Flux de trésorerie générés par les activités de financement
Débiteurs	653,2		563,6		89,6		Portion à court terme du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir
Stocks	283,8		250,7		33,1		Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 134,9		3 189,2		(54,3)		Amortissement de la période moins les acquisitions d'immobilisations
Actifs incorporels	1 482,5		1 466,7		15,8		Acquisitions d'actifs incorporels et d'entreprises, moins l'amortissement de la période
Instruments financiers dérivés ²	489,3		597,1		(107,8)		Cf. « Financement »
Autres éléments d'actif	459,1		433,8		25,3		Incidence de la variation courante des activités d'exploitation et d'investissement incluant la variation de la portion à court terme du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir
Passif							
Créditeurs, charges à payer et provisions	914,4	\$	872,2	\$	42,2	\$	Incidence de la variation courante des activités
Impôts sur le bénéfice ³	25,5		65,1		(39,6)		Déboursés courants moins les impôts exigibles de la période
Dettes à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	7 691,2		5 775,1		1 916,1		Cf. « Financement »
Autres éléments de passif	292,9		422,8		(129,9)		Gain sur réévaluation des régimes à prestations définies, moins une réévaluation à la hausse de l'obligation liée aux démantèlements d'actifs.

² Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse.

³ Actif à court terme et à long terme moins le passif à long terme.

⁴ Passif à court terme moins l'actif à court terme.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2021, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les débentures convertibles et les obligations locatives, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 5.

Tableau 5
Obligations contractuelles de Québecor au 30 juin 2021
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	7 714,5 \$	1 543,2 \$	1 832,5 \$	775,0 \$	3 563,8 \$
Débentures convertibles ²	153,4	–	153,4	–	–
Paiements d'intérêts ³	1 516,6	251,7	500,7	361,0	403,2
Obligations locatives	183,0	35,9	59,4	30,1	57,6
Paiements d'intérêts sur les obligations locatives	46,8	7,6	11,2	7,4	20,6
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 581,1	383,1	453,3	330,5	414,2
Instruments financiers dérivés ⁴	(439,3)	(190,8)	(294,6)	–	46,1
Total des obligations contractuelles	10 756,1 \$	2 030,7 \$	2 715,9 \$	1 504,0 \$	4 505,5 \$

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² Basé sur la valeur du marché au 30 juin 2021 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher d'environ 25,86 \$ et d'un prix plafond d'environ 32,32 \$. La Société peut aussi racheter les débentures convertibles en émettant le nombre de ses actions catégorie B correspondant.

³ Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débentures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur, les taux d'intérêt des couvertures et les taux de change des couvertures sur devises au 30 juin 2021.

⁴ Encaissements futurs estimatifs, déduction faite des déboursés futurs, sur les instruments financiers dérivés liés à la couverture des taux de change sur le principal de la dette libellée en dollars US.

Transactions entre parties liées

Au deuxième trimestre 2021, la Société a effectué des ventes de 1,5 M\$ (0,6 M\$ à la même période de 2020) et aucun achat (3,5 M\$ à la même période de 2020) avec des parties liées.

Au premier semestre 2021, la Société a effectué des ventes de 2,7 M\$ (1,7 M\$ à la même période de 2020) et des achats de 3,9 M\$ avec des parties liées (5,6 M\$ à la même période de 2020).

Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 6 présente les données du capital-actions de la Société au 19 juillet 2021. De plus, 3 291 243 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 19 juillet 2021.

Tableau 6
Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 19 juillet 2021	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	76 984 034	8,6 \$
Actions catégorie B	166 764 957	983,1

Le 5 août 2020, la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,5 % des actions catégorie B émises et en circulation au 31 juillet 2020. Les rachats peuvent être effectués entre les 15 août 2020 et 14 août 2021, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 7 août 2020, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2020 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander au courtier désigné, sans y être tenue, de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Le 19 mai 2021, la Société a été autorisée par la Bourse de Toronto à modifier son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités afin d'augmenter le nombre maximal d'actions catégorie B lui permettant de racheter jusqu'à 7 500 000 actions catégorie B, représentant environ 4,3 % des actions catégorie B émises et en circulation le 31 juillet 2020. Les autres modalités du programme de rachat demeurent inchangées.

Le 4 août 2021, la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,6 % des actions catégorie B émises et en circulation le 30 juillet 2021. Les rachats peuvent être effectués entre les 15 août 2021 et 14 août 2022, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Au cours du premier semestre 2021, la Société a racheté et annulé 4 073 200 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 131,5 M\$ (3 143 300 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 95,6 M\$ à la même période de 2020). L'excédent de 107,5 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis (77,0 M\$ à la même période de 2020).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des débetures convertibles, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 30 juin 2021 et 31 décembre 2020 sont les suivantes :

Tableau 7

Juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 juin 2021		31 décembre 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme¹	(7 714,5)	\$ (8 029,4)	(5 786,4)	\$ (6 216,1)
Débetures convertibles²	(152,1)	(152,1)	(153,5)	(153,5)
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	(4,8)	(4,8)	(8,0)	(8,0)
Ententes de swaps sur devises	494,1	494,1	605,1	605,1

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² La valeur comptable et la juste valeur des débetures convertibles sont composées du montant en capital et de la valeur des caractéristiques de conversion liées aux prix plancher et plafond, comptabilisée comme dérivés incorporés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débetures convertibles est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

La juste valeur des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation, taux d'intérêt et primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Les gains sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les deuxièmes trimestres et premiers semestres 2021 et 2020 sont résumés dans le tableau 8.

Tableau 8**Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Gain sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles	(7,5) \$	(4,7) \$	(1,8) \$	(27,2) \$
Autres	0,5	0,5	0,6	(0,3)
	(7,0) \$	(4,2) \$	(1,2) \$	(27,5) \$

Des pertes respectives de 1,6 M\$ et de 4,2 M\$ au deuxième trimestre 2021 et au premier semestre 2021 ont été comptabilisées aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (perte de 19,0 M\$ et gain de 43,9 M\$, respectivement au deuxième trimestre 2020 et au premier semestre 2020).

Éventualités et litiges

Dans le cadre des litiges entre la Société et un concurrent, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

Le 15 août 2019, le CRTC a rendu une ordonnance établissant, rétroactivement au 31 mars 2016, les tarifs de gros groupés que devaient facturer les grandes entreprises de câblodistribution et de téléphonie pour la prestation des services d'accès à leurs réseaux Internet haute vitesse. Les tarifs provisoires en vigueur depuis 2016 étaient facturés aux revendeurs et comptabilisés sur la base de la date d'entrée en vigueur au 31 mars 2016 aux états financiers consolidés de la Société. Les nouveaux tarifs proposés étaient considérablement inférieurs aux tarifs provisoires. Le 27 mai 2021, le CRTC a rétabli, dans une décision finale, les tarifs provisoires en vigueur depuis 2016. Par conséquent, aucun ajustement n'est nécessaire dans les états financiers consolidés.

Mesures non normalisées selon les IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Au troisième trimestre 2020, la Société a ajouté la mesure « ratio d'endettement net consolidé ». Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, la perte sur refinancement de la dette, les impôts sur le bénéfice et le bénéfice lié aux activités abandonnées. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation

qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 9

Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	481,5 \$	463,6 \$	932,4 \$	899,1 \$
Média	16,7	7,6	18,0	11,7
Sports et divertissement	3,1	2,8	5,2	(1,0)
Siège social	0,1	1,7	(1,5)	2,6
	501,4	475,7	954,1	912,4
Amortissement	(196,6)	(195,7)	(391,9)	(393,8)
Frais financiers	(87,0)	(81,6)	(170,1)	(169,0)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	7,0	4,2	1,2	27,5
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	20,6	(10,3)	16,1	(14,2)
Perte sur refinancement de la dette	(80,9)	–	(80,9)	–
Impôts sur le bénéfice	(39,8)	(50,8)	(83,8)	(91,3)
Bénéfice lié aux activités abandonnées	–	32,5	–	33,8
Bénéfice net	124,7 \$	174,0 \$	244,7 \$	305,4 \$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments et la perte sur refinancement de la dette, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et avant le bénéfice lié aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 10 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 10**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	158,3	\$ 144,9	\$ 288,2	\$ 256,4
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	7,0	4,2	1,2	27,5
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	20,6	(10,3)	16,1	(14,2)
Perte sur refinancement de la dette	(80,9)	–	(80,9)	–
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	18,5	3,1	20,2	2,5
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	–	0,5	–	0,5
Activités abandonnées	–	32,5	–	33,8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	123,5	\$ 174,9	\$ 244,8	\$ 306,5

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies*Flux de trésorerie d'exploitation*

Les flux de trésorerie d'exploitation représentent le BAIIA ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions et des renouvellements de licences). Les flux de trésorerie d'exploitation représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activités, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitatif annuel de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux acquisitions et aux renouvellements de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 11 et 12 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation et des flux de trésorerie libres générés par les activités d'exploitation poursuivies avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 11
Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)				
Télécommunications	481,5 \$	463,6 \$	932,4 \$	899,1 \$
Média	16,7	7,6	18,0	11,7
Sports et divertissement	3,1	2,8	5,2	(1,0)
Siège social	0,1	1,7	(1,5)	2,6
	501,4	475,7	954,1	912,4
Moins				
Acquisitions d'immobilisations ¹ :				
Télécommunications	(113,6)	(93,6)	(213,0)	(182,5)
Média	(3,0)	(1,6)	(4,2)	(3,5)
Sports et divertissement	–	–	(0,1)	(0,1)
Siège social	(1,0)	(0,4)	(1,2)	(0,5)
	(117,6)	(95,6)	(218,5)	(186,6)
Acquisitions d'actifs incorporels ² :				
Télécommunications	(37,8)	(47,2)	(76,4)	(91,3)
Média	(6,6)	(6,0)	(11,1)	(11,8)
Sports et divertissement	(0,6)	(0,7)	(1,5)	(1,5)
Siège social	(0,7)	(0,1)	(0,9)	(0,1)
	(45,7)	(54,0)	(89,9)	(104,7)
Flux de trésorerie d'exploitation				
Télécommunications	330,1	322,8	643,0	625,3
Média	7,1	–	2,7	(3,6)
Sports et divertissement	2,5	2,1	3,6	(2,6)
Siège social	(1,6)	1,2	(3,6)	2,0
	338,1 \$	326,1 \$	645,7 \$	621,1 \$

¹ Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations	(117,6) \$	(95,6) \$	(218,5) \$	(186,6) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (excluant le crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	12,1	(11,1)	1,2	(0,1)
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	(105,5) \$	(106,7) \$	(217,3) \$	(186,7) \$

² Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Acquisitions d'actifs incorporels	(45,7) \$	(54,0) \$	(89,9) \$	(104,7) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (excluant le crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(4,7)	6,0	(19,3)	(46,1)
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	(50,4) \$	(48,0) \$	(109,2) \$	(150,8) \$

Tableau 12

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés		Six mois terminés	
	les 30 juin		les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie d'exploitation provenant du tableau 11	338,1	\$ 326,1	\$ 645,7	\$ 621,1
Plus (moins)				
Portion monétaire des frais financiers	(84,8)	(79,5)	(165,7)	(164,9)
Portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	1,1	(10,6)	(2,1)	(14,4)
Impôts exigibles	(64,4)	(59,3)	(127,8)	(120,3)
Autres	2,7	(1,4)	2,4	2,6
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	(123,3)	69,3	(166,5)	101,9
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	12,1	(11,1)	1,2	(0,1)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(4,7)	6,0	(19,3)	(46,1)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	76,8	239,5	167,9	379,8
Plus (moins)				
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	105,5	106,7	217,3	186,7
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	50,4	48,0	109,2	150,8
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(3,0)	(0,7)	(3,1)	(2,2)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies	229,7	\$ 393,5	\$ 491,3	\$ 715,1

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé exclut les débetures convertibles puisque ces débetures peuvent être rachetées au gré de la Société, sous certaines conditions, en émettant des actions catégorie B de Québecor. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 13 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 13
Ratio d'endettement net consolidé
(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2021		31 déc. 2020	
Total de la dette à long terme¹	7 714,5	\$	5 786,4	\$
Plus (moins)				
Obligations locatives	147,1		139,0	
Portion à court terme des obligations locatives	35,9		34,3	
Emprunts bancaires	5,6		1,7	
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	(531,8)		(625,5)	
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	42,5		28,4	
Espèces et quasi-espèces	(1 999,3)		(136,7)	
Dette nette consolidée exclusion faite des débetures convertibles	5 414,5		5 227,6	
Divisée par :				
BALIA ajusté sur 12 mois	1 994,3	\$	1 952,6	\$
Ratio d'endettement net consolidé	2,71x		2,68x	

¹ Exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

Indicateurs clés de rendement

Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de clients aux services d'accès Internet, de télédistribution et de Club illico, et le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Facturation moyenne par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit la FMPU. Cet indicateur sert à mesurer la facturation moyenne d'abonnement par UGR. La FMPU n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul de la FMPU utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

La FMPU mobile se calcule en divisant la facturation moyenne d'abonnement du service de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

La FMPU totale se calcule en divisant la facturation moyenne combinée d'abonnement aux services d'accès Internet, de télédistribution, de Club illico, de téléphonie mobile et filaire, par le nombre total moyen d'UGR aux services d'accès Internet, de télédistribution, de téléphonie mobile et filaire durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2021, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor Média ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'incapacité à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de Club illico, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou autres crises de santé publiques, y compris la pandémie de COVID-19, et l'instabilité politique dans certains pays ;
- l'impact des mesures d'urgence mises en œuvre par divers paliers gouvernementaux ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur une portion des exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous référer aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 4 août 2021 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 4 août 2021

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2021		2020				2019	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Revenus	1 131,2 \$	1 091,1 \$	1 146,8 \$	1 111,7 \$	1 003,8 \$	1 055,5 \$	1 136,2 \$	1 073,4 \$
BAlIA ajusté	501,4	452,7	526,8	513,4	475,7	436,7	494,5	509,3
Flux de trésorerie d'exploitation	338,1	307,6	345,2	346,1	326,1	295,0	260,5	332,4
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	158,3	129,9	165,0	173,1	144,9	111,5	159,6	173,8
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	7,3	(5,3)	(0,4)	(18,3)	4,5	21,7	(13,6)	5,6
Éléments inhabituels	(42,1)	(3,3)	(4,2)	(13,9)	(7,0)	(2,9)	(0,9)	(0,9)
Activités abandonnées	-	-	(0,6)	-	32,5	1,3	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	123,5	121,3	159,8	140,9	174,9	131,6	145,1	178,5

Données de base par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,65 \$	0,52 \$	0,66 \$	0,69 \$	0,57 \$	0,44 \$	0,63 \$	0,68 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,03	(0,02)	-	(0,07)	0,02	0,08	(0,05)	0,02
Éléments inhabituels	(0,18)	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)	(0,01)	(0,01)	-
Activités abandonnées	-	-	-	-	0,13	0,01	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,50	0,49	0,64	0,56	0,69	0,52	0,57	0,70
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	245,0	246,7	249,1	250,5	252,8	254,0	254,8	255,6

Données diluées par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,64 \$	0,52 \$	0,66 \$	0,68 \$	0,57 \$	0,42 \$	0,62 \$	0,67 \$
Impact de la dilution	-	-	-	0,01	-	-	0,01	-
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	-	(0,02)	-	(0,07)	-	-	(0,05)	-
Éléments inhabituels	(0,17)	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)	(0,01)	(0,01)	-
Activités abandonnées	-	-	-	-	0,12	0,01	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,47	0,49	0,64	0,56	0,66	0,42	0,57	0,67
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	249,9	246,9	253,8	250,7	258,6	259,9	255,0	261,7